

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2 quai de Verdun
82000 MONTAUBAN

MONTAUBAN, le 19/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/08/2022

Contexte et constats

Publié sur



PPMPP Sarl

7 rue de l'Amiral d'Estaing
75016 PARIS 16

Références : Inspection 82-22-61
Rapport n° BH-2022-996
Code AIOT : 0006802447

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/08/2022 dans l'établissement PPMPP Sarl implanté ZAC de Saint-Jean Route de canals 82170 GRISOLLES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a tenté de prendre contact avec l'exploitant à plusieurs reprises sans réponse de sa part. Une inspection a été décidée afin de vérifier la continuité de l'activité sur site et obtenir un moyen de contact direct sur site (via les équipes du locataire).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PPMPP Sarl
- ZAC de Saint-Jean Route de canals 82170 GRISOLLES
- Code AIOT : 0006802447
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut

La Société PROUREED est titulaire de l'autorisation d'exploiter un entrepôt de stockage de produits phytosanitaires, de produits toxiques et de liquides inflammables sur la ZI Saint-Jean à Grisolles. L'entrepôt, d'une surface de stockage d'environ 5 200 m², est constitué de 12 cellules de stockage. Il a une capacité totale de 4605 tonnes de produits (6579 palettes).

Le site est actuellement en partie loué à la société Gamm vert qui exerce une activité de stockage dans 6 des 12 cellules. Les autres cellules demeurent inexploitées.

Le site a fait l'objet d'un Plan de Prévention des Risques Technologiques qui a été approuvé par

arrêté préfectoral n°2011 042-0003 du 11 février 2011.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Contrôle des accès
- Direction du vent
- vérification de la centrale incendie
- état des stocks

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Direction du vent	Arrêté Préfectoral du 09/05/2014, article Paragraphe 6.5.9.	/	Sans objet
5	Alarme	Arrêté Préfectoral du 09/05/2014, article Paragraphe 6.6.8.	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Accès, voies et aires de circulation	Arrêté Préfectoral du 09/05/2014, article Paragraphe 6.3.1.	/	Sans objet
2	État des stocks	Arrêté Préfectoral du 09/05/2014, article Paragraphe 6.4.1.	/	Sans objet
3	Détecteurs incendie	Arrêté Préfectoral du 09/05/2014, article Paragraphe 6.5.6.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site demeure en activité et le locataire est bien présent sur site.

L'inspection a constaté la présence d'un report de défaut d'émulseur sur la centrale incendie alors que le niveau est correct, une action doit être menée pour corriger ce faux report. Il a également été constaté que la manche à air sur le toit du site est totalement dégradée et ne permet plus d'assurer sa fonction, celle-ci doit être remplacée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accès, voies et aires de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2014, article Paragraphe 6.3.1.
Thème(s) : Risques accidentels, contrôle des accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : a) Clôture de l'établissement : L'établissement est entouré d'une clôture efficace et résistante d'une hauteur minimale de deux mètres. Un gardiennage doit être assuré en permanence et/ou une télésurveillance couplée à un système de détection d'intrusion sur le site.
Constats : Le site est entièrement clôturé. La clôture à une hauteur de 2m. Celle-ci est en bon état. Le site dispose d'une détection d'intrusion télésurveillée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2014, article Paragraphe 6.4.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Stock
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un plan d'entreposage des produits avec indication de leur catégorie de dangers et un état des stocks associé. La forme de ces documents est définie en relation avec le service départemental d'incendie et de secours, Un exemplaire de ces documents est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et du service départemental d'incendie et de secours, et placé dans un manchon dédié à l'entrée du site.
Constats : L'exploitant dispose d'un état des stock mentionnant la cellule de stockage ainsi que la rubrique ICPE de chaque produit présent sur le site. Ce document est mis à jour quotidiennement et est disponible dans une boîte à l'entrée du site. Les quantités présentes respectent les quantités autorisées par rubriques ICPE et ne dépasse pas de seuil SEVESO, ni directement, ni par la règle de cumul. Les quantités de produits dangereux stockés sont très faibles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Détecteurs incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2014, article Paragraphe 6.5.6.
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La détection déclenche notamment le fonctionnement d'une alarme sonore sur le site, la fermeture des portes coupe-feu en moins de 30 secondes et la fermeture instantanée de la vanne de rétention dès la 1ère détection, et la mise en route de l'extinction mousse sur la zone concernée lors de la seconde détection. Elle fait l'objet d'un contrat de vérification semestrielle.
Constats : La détection incendie du site est vérifiée semestriellement par la société CLF SATREM. Les derniers contrôles sont en date des 03/03/22 et 05/05/22. L'inspection demande à l'exploitant de veiller au respect de la périodicité semestrielle, un contrôle devra être effectué au plus tard le 05/11/22.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Direction du vent

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2014, article Paragraphe 6.5.9.
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie/toxique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les matériels nécessaires pour la mesure de la vitesse et de la direction du vent sont mis en place sur le site. Une ou des manches à air éclairées sont implantées sur le site de manière à être visibles à partir de n'importe quel point du site.
Constats : Le site ne dispose pas de matériel permettant d'indiquer la direction et la vitesse du vent (pas de station météo, anémomètre,...). La manche à air est totalement détériorée, ne permettant plus d'assurer sa fonction. L'inspection demande à l'exploitant de procéder au remplacement de la manche à air sous 1 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Alarme

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2014, article Paragraphe 6.6.8.
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble de ces détections (incendie, fumées, gaz) entraînent un report d'alarme rapidement exploitable au niveau de la centrale de détection située au poste de garde du site.
Constats : L'inspection a constaté la présence d'un défaut sur la centrale d'alarme de la protection incendie du site. La centrale reporte un niveau d'émulseur bas. L'exploitant a précisé que ce défaut est connu et qu'il s'agit un problème de report car le niveau d'émulseur est suivi et suffisant. Des recherches ont été effectuées pour trouver l'origine du défaut mais n'ont pas abouti. L'ensemble du système de report doit être remplacé. L'inspection a pu constater que le niveau de l'émulseur est satisfaisant. L'inspection demande à l'exploitant de résoudre le report défectueux sous 1 mois. Ce mauvais report banalise cette alarme qui pourrait ne pas être prise en compte alors que le niveau d'émulseur serait réellement en dessous des besoins.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet